

Question : partagez-vous l'analyse de l'Autorité ainsi que son objectif de mettre fin à l'usage des mécanismes de rappel au départ des publiphones de France Télécom ?

Réponse :

NON. Autoriser et même mandater France Telecom pour interdire l'accès à certains numéros de téléphone est, outre une atteinte à la liberté de chacun, donner à France Telecom de nouveaux pouvoirs. Qui va vérifier que les numéros sont bien ceux d'une plateforme d'appel? Quelles sanctions pour France Telecom en cas d'erreur? Si l'on autorise l'interdiction de call back pour les cabines, les opérateurs mobiles réclameront les mêmes privilèges, ce qui se fera au détriment du consommateur.

DE PLUS, ma compréhension du financement des cabines publiques est que France Telecom prélève sur les abonnements téléphoniques une portion pour financer le "service universel". Si cette mesure ne concerne pas les cabines au titre du "service universel", j'estime que France Telecom est libre de retirer ses cabines téléphoniques, ou de leur assigner un numéro de téléphone spécifique et donc plus cher (0870xxxx par exemple), de manière indépendante d'un organe régulateur. Il s'agit alors d'un problème purement commercial, pour lequel l'arcep ne devrait pas intervenir.

Enfin, il n'y a pas que les services de cartes prépayées qui utilisent le call-back. Personnellement, je l'utilise avec un opérateur alternatif.

Cordialement,

Werner Klinger.